



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-20 du 9 septembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine lance formellement la revue des droits de douane additionnels contre la Chine instaurés par l'administration Trump
2. Le déficit commercial américain est en baisse en juillet pour le quatrième mois consécutif
3. Les États-Unis accueillent à Los Angeles la première réunion ministérielle en personne du cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF)
4. L'administration Biden estime que les sanctions et les mesures de contrôle-export causent d'importantes difficultés d'approvisionnement à la Russie, qui se tourne vers la Corée du Nord

Climat – énergie – environnement

5. Les États-Unis lancent un outil de cartographie climatique pour la résilience et l'adaptation
6. Le département de l'Énergie souligne l'élan nucléaire que permet l'*Inflation Reduction Act*
7. Haro sur le plastique : la Californie durcit sa législation en la matière
8. La Californie adopte un plan ambitieux de réduction de ses émissions de CO2

Transport et infrastructure

9. L'administration fédérale lance un appel à projets de 1,4 Md\$ en faveur de l'amélioration du transport ferroviaire interurbain

Industrie

10. Le département du Commerce annonce la répartition des 50 Md\$ du programme *CHIPS for America*

Numérique et innovation

11. Rapport trimestriel de YouTube sur ses efforts de modération des contenus

Santé

12. Le rachat de GRAIL par Illimuna autorisé par le juge de la FTC mais bloqué par la Commission Européenne

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine lance formellement la revue des droits de douane additionnels contre la Chine instaurés par l'administration Trump

Le bureau de la représentante au commerce (USTR) a annoncé le lancement formel de la revue des droits de douane additionnels en vigueur sur 370 Md\$ d'importations de Chine, adoptés sous l'administration Trump au titre de la section 301 du *Trade Act* (cf. avis [publié](#) au registre fédéral).

Cette annonce fait suite à la [publication](#) le 5 mai dernier par l'USTR d'un avis informant les entreprises américaines de l'expiration prochaine de ces mesures quatre ans après leur adoption, en cas d'absence de demande de leur prolongation. L'USTR [a confirmé](#) le 2 septembre avoir reçu de la part de représentants de l'industrie américaine plusieurs centaines de demandes de prolongation.

Cette procédure, juridiquement requise par la loi américaine, est distincte des discussions actuellement en cours au sein de l'Administration sur une possible évolution de ces mesures dans le contexte de forte inflation aux États-Unis, dont la Secrétaire au Commerce a [indiqué](#) la semaine dernière qu'elle était toujours en cours d'examen par la Président Biden.

L'USTR n'est pas tenu par un calendrier contraignant et communiquera plus en détails sur les prochaines étapes dans des avis ultérieurs.

2. Le déficit commercial américain est en baisse en juillet pour le quatrième mois consécutif

Le déficit des États-Unis pour les biens et les services [a atteint](#) 70,6 Md\$ en juillet selon le département du Commerce. Ce chiffre est en baisse de 12,6% (soit 10,2 Md\$) par rapport au mois de juin, ce qui constitue le quatrième mois consécutif de baisse depuis mars, où le déficit commercial avait atteint 107 Md\$. Cette baisse est principalement alimentée par une baisse des importations (-9,7 Md\$ par rapport à juin) et à la marge par une hausse des exportations (+0,5 Md\$).

Au total, sur la période janvier-juillet 2022, le déficit commercial pour les biens et les services atteint 611,7 Md\$, soit une hausse de 23% par rapport à la même période en 2021 (496,7 Md\$).

3. Les États-Unis accueillent à Los Angeles la première réunion ministérielle en personne du cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF)

Les quatorze États ayant annoncé leur intention de rejoindre l'IPEF (*Indo-Pacific Economic Framework*) se sont [réunis](#) à Los Angeles les 8 et 9 septembre. Cette

première réunion ministérielle en personne fait suite à un sommet virtuel qui [s'est tenu](#) en juillet après le [lancement](#) de l'initiative par le Président Biden en mai. Dans ses propos d'ouverture, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo [a indiqué](#) que la rencontre vise à s'accorder sur un programme de négociations rapides et sur des déclarations ministérielles détaillant le contenu des quatre piliers. L'USTR Katherine Tai [a indiqué](#) que l'IPEF sera un « modèle durable » que le reste du monde pourra suivre.

4. L'administration Biden estime que les sanctions et les mesures de contrôle-export causent d'importantes difficultés d'approvisionnement à la Russie, qui se tourne vers la Corée du Nord

Le porte-parole du département d'État [a indiqué](#) le 6 septembre que la Russie prévoyait d'acheter du matériel militaire à la Corée du Nord, selon les renseignements américains. Ce projet comprendrait « des millions de roquettes et d'obus d'artillerie [...] pour les utiliser sur le champ de bataille en Ukraine ». Selon les États-Unis, cet achat témoigne des importantes pénuries d'approvisionnement de l'armée russe, causées notamment par les sanctions et les mesures de contrôle des exportations progressivement renforcées depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Au-delà de ce projet en cours, le renseignement américain « s'attend à ce que la Russie essaie d'acheter davantage de matériel militaire nord-coréen à l'avenir ».

Brèves

- Le Président Biden [ne souhaite pas](#) désigner la Russie comme « État soutenant le terrorisme » (*State Sponsor of Terrorism*) car cela pourrait avoir des effets collatéraux indésirables, notamment sur les activités humanitaires.
- Le Président Biden [se dit](#) prêt à rencontrer le Président Xi lors du G20 en novembre en Indonésie, « s'il [Xi] est présent ».
- La Vice-Présidente Harris [se rendra](#) à Tokyo (Japon) et à Séoul (Corée du Sud) du 25 au 29 septembre et échangera notamment avec ses partenaires sur les intérêts économiques de la région indopacifique.
- La nomination de Doug McKalip au poste de négociateur agricole en chef pour l'USTR a été [adoptée](#) à l'unanimité (27-0) par la Commission des finances du Sénat le 7 septembre. Le Sénat doit maintenant l'approuver en séance plénière.

Climat- Énergie - Environnement

5. Les États-Unis lancent un outil de cartographie climatique pour la résilience et l'adaptation

L'administration Biden-Harris lance un portail qui fournit un tableau de bord pour aider les collectivités à appréhender les conditions météorologiques extrêmes ainsi que les autres risques liés au changement climatique auxquels elles sont confrontées, tout en fournissant des cartes qui prévoient comment elles pourraient être affectées à l'avenir.

Selon la [Maison Blanche](#), le nouveau portail « *Climate Mapping for Resilience and Adaptation* » devrait aider les gouvernements des États fédérés et ceux des collectivités locales à mieux suivre les impacts en temps réel et à accéder aux ressources fédérales pour la planification à long terme. L'année dernière, les 20 plus grandes catastrophes liées au climat ont, à elles seules, coûté la vie à des centaines de personnes, causé d'innombrables dégâts matériels et engendré plus de 150 Md\$ de dommages. Le National Centers for Environmental Information ([NCEI](#)) met en ligne une série statistique sur les coûts des événements météorologiques et climatiques. Cette série démarre en 1980.

6. Le département de l'Énergie souligne l'élan nucléaire que permet l'*Inflation Reduction Act*

Selon le *Department of Energy* ([DOE](#)), les investissements et les incitations fiscales prévus par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) offrent un engagement en faveur de l'énergie nucléaire qui se poursuivra tout au long du parcours du pays vers la neutralité carbone. Le nouveau crédit d'impôt à la production pour aider à préserver le parc existant de centrales nucléaires est un véritable changement de donne pour l'énergie nucléaire. Ce crédit d'impôt fournit jusqu'à 15 \$/MWh pour l'électricité produite par les centrales nucléaires. Il sera disponible pour les installations en service en 2024 et durera jusqu'en 2032.

L'IRA prévoit également des incitations fiscales pour les réacteurs avancés. Le choix est permis entre un crédit d'impôt à la production d'électricité décarbonée de 25 \$/MWh pendant les dix premières années de fonctionnement de la centrale ou un crédit d'impôt à l'investissement de 30 % sur les nouvelles centrales électriques décarbonées mises en service en 2025 ou après.

Enfin, l'IRA investit 700 M\$ pour soutenir le développement d'une chaîne d'approvisionnement nationale pour l'uranium faiblement enrichi à haut dosage, communément appelé HALEU (*high-assay low-*

enriched uranium). Selon le DOE, ce combustible est nécessaire de toute urgence pour soutenir le déploiement de réacteurs avancés et s'extraire de la dépendance actuelle vis-à-vis de la Russie. Le DOE mentionne les projets de démonstration qu'il soutient : TerraPower et X-energy.

7. Haro sur le plastique : la Californie durcit sa législation en la matière

Alors que la [loi SB 54](#), qui impose un pourcentage croissant de recyclabilité des emballages plastiques et contenants polystyrènes de 30 % en 2028 à 65 % en 2032, a été signée par le gouverneur de Californie le 30 juin, le parlement a adopté un train de 8 lois qui viennent renforcer ce premier dispositif. À compter du 1^{er} janvier 2025, les commerçants ne seraient plus autorisés à distribuer des sachets plastiques pour protéger des objets ou aliments (*precheckout bags*) à moins qu'ils ne soient compostables, les sachets plastiques à usage unique (*checkout bags*) étant interdits depuis 2014. De même les contenants thermoformés en plastique devront être partiellement recyclables avec 10 % en 2025 et 30 % en 2030 et les cylindres propanes de camping seront interdits à partir du 1^{er} janvier 2028. Enfin, le paquet contient également un [Responsible Battery Recycling Act of 2022](#), qui introduit une obligation à la charge des producteurs de batteries de collecte et de recyclage de leurs batteries (programme dit de responsabilité élargie des producteurs).

8. La Californie adopte un plan ambitieux de réduction de ses émissions de CO2

Le Parlement de Californie a adopté le 12 août 2022 la plus grande partie [du plan environnemental présenté par le Gouverneur](#). La mesure centrale ou [California Climate Crisis Act](#) codifiée dans la loi l'objectif de faire de la Californie un État neutre en carbone au plus tard en 2045 qui était contenu dans un *executive order* de Jerry Brown de 2018. Les émissions anthropiques devront ainsi être réduites de 85 % par rapport à leur niveau de 1990 à cet horizon. Il appartient à l'ARB (*Air Resource Board*) de proposer les mesures pour atteindre cet objectif et accélérer le développement et le déploiement des techniques de capture du carbone. Un texte sur la séquestration du carbone (SB 905) charge d'ailleurs l'ARB d'établir un programme de déploiement des technologies de séquestration du carbone, une procédure d'octroi des permis, une cartographie des projets et un régime de responsabilité civile qui garantisse contre les accidents ou fuites sur une période de 100 ans. Le *Clean Energy, job and affordability Act* fixe des objectifs intermédiaires – de 90 % en 2030 et 95 % en 2025 – pour arriver à une

électricité totalement décarbonnée en 2045. Il anticipe aussi de 10 ans, soit dès 2035, cette obligation pour l'électricité consommée par les agences gouvernementales (qui pourront y parvenir notamment en participant à un marché de certificats). Enfin, le dernier texte adopté interdit d'autoriser de nouveaux puits de pétrole ou de gaz à moins de 3 200 pieds (soit 1 kilomètre) d'habitations, d'écoles ou d'autres structures collectives et fixe une série d'obligations – en matière de bruit, de circulation ou d'intensité lumineuse – à compter du 1^{er} janvier 2023 à ces nouveaux puits qui seront autorisés. Les députés ont en revanche voté contre un dernier texte qui aurait renforcé l'objectif de réduction des gaz à effet de serre de 40 % à 55 % en 2030 par rapport à leur niveau de 1990.

Brèves

➤ Le prix des quotas de CO2 au sein de la RGGI a atteint un nouveau record trimestriel en juin 2022. La 56^e vente aux enchères trimestrielle de la *Regional Greenhouse Gas Initiative* (RGGI) s'est soldée à 13,90 \$ par tonne de CO2. La RGGI est une coopération entre 11 États américains visant à réduire les émissions de CO2 des centrales électriques. Il s'agit du premier programme à imposer un plafond d'émission de CO2 au secteur de l'électricité ([US EIA](#)).

- Les expéditions de panneaux solaires photovoltaïques ont augmenté pour atteindre une capacité record de 28,8 GW crête (GWc) en 2021, contre 21,8 GWc en 2020, selon le rapport annuel sur les expéditions de modules photovoltaïques de l'[US EIA](#). Les expéditions de panneaux solaires américains comprennent les importations, les exportations ainsi que les panneaux produits et expédiés au sein des États-Unis. En 2021, environ 80 % des expéditions américaines de modules de panneaux solaires sont des importations, principalement en provenance d'Asie.
- Une vague de chaleur record a poussé le réseau électrique californien à la limite de la défaillance cette semaine. L'État a émis une [alerte d'urgence](#) pour la septième journée consécutive, exhortant les usagers à économiser l'énergie entre 16 heures et 21 heures. « La pénurie d'électricité de l'État n'est qu'un signe de plus de la façon dont le changement climatique met à rude épreuve le réseau national et oblige même les États favorables au climat à dépendre encore plus des sources d'énergie traditionnelles », a déclaré le gouverneur Gavin Newsom, dans un communiqué la semaine dernière, alors qu'il signait un projet de loi visant à prolonger la durée de vie d'une centrale nucléaire controversée.

Transport et Infrastructure

9. L'administration fédérale lance un appel à projets de 1,4 Md\$ en faveur de l'amélioration du transport ferroviaire interurbain

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national pour les infrastructures, le département des Transports (US DOT) [a publié](#) jeudi dernier un appel à projets doté de 1,4 Md\$ dédié à l'amélioration des infrastructures de transport ferroviaire interurbain de fret et de voyageurs. Au moins 25 % des fonds devront bénéficier à des projets en zone rurale. Ce programme fédéral, nommé CRISI (*Consolidated Rail Infrastructure and Safety Improvement*), pourra bénéficier à un large panel de projets contribuant à

l'amélioration ou à l'expansion du réseau, mais également à la transition en faveur de matériels roulants émettant moins de polluants. L'administration mentionne notamment certaines actions prioritaires ayant trait à la sécurité (amélioration des passages à niveau et relocalisation de voies), à la main d'œuvre (accompagnement, formation), aux études (planification, analyse environnementale) ou encore à la recherche et au déploiement de technologies pour la sécurité ferroviaire. Le montant des fonds mis à disposition cette année représente près de 4 fois l'enveloppe allouée au programme CRISI l'an dernier (369 M\$ en 2021).

Industrie

10. Le département du Commerce annonce la répartition des 50 Md\$ du programme CHIPS for America

Le département du Commerce a dévoilé mardi 6 septembre sa stratégie de mise en œuvre du programme *CHIPS for America*, dont le décret d'application a été signé par le président Joe Biden le

mois dernier. Ce programme vise à permettre aux États-Unis de gagner en autonomie sur la production de semiconducteurs, en particulier concernant les prochaines générations de composants.

Les 50 Md\$ annoncés seront répartis entre trois initiatives :

- 28 Md\$ pour la création de capacités de production aux États-Unis pour les composants relevant des technologies les plus avancées ;
- 10 Md\$ pour accroître les capacités de production des générations actuelles de semiconducteurs nécessaires à un large éventail de secteurs (automobile, TIC, défense, équipements médicaux par exemple) ;

- 11 Md\$ pour renforcer la R&D à travers plusieurs initiatives, dont la création d'un centre national des technologies des semiconducteurs.

Selon la secrétaire au Commerce Gina Raimondo, les entreprises pourront commencer à déposer leurs demandes de financements à partir de février 2023. Ce programme est également ouvert aux entreprises étrangères tant que les investissements sont réalisés aux États-Unis. Chaque entreprise qui reçoit des financements dans le cadre de *CHIPS for America* n'aura plus le droit d'investir dans des capacités de production dans un certain nombre de « pays préoccupants », dont la Chine.

Numérique et Innovation

11. Rapport trimestriel de YouTube sur ses efforts de modération des contenus

Dans son [rapport trimestriel](#) sur ses efforts de modération des contenus publié le 6 septembre, YouTube a pour la première fois décomposé le pourcentage de vidéos supprimées pour cause de diffusion de fausses informations. Les données, qui retracent les retraits de vidéos entre avril et juin de cette année, donnent un nouvel aperçu de la quantité de désinformation sur la plateforme. Dans son rapport, YouTube a déclaré avoir supprimé plus de 122 000 vidéos qui enfreignaient ses politiques de désinformation, soit 2,7 % des retraits mondiaux au deuxième trimestre (4,5 millions de retraits au total). Les plus grandes catégories de retraits concernaient la sécurité des enfants (31 %) et un contenu violent ou choquant (20 %). Le porte-parole de YouTube, Jack Malon, a déclaré que certaines des vidéos supprimées contenaient des informations erronées liées aux élections et à la pandémie de Covid-19. L'Inde (1,3 million) et les États-Unis (445 000) arrivent en tête du nombre de vidéos retirées. En outre, YouTube a supprimé 4 millions de chaînes sur la même période.

Brèves

- Le 1^{er} septem^{bre}, la présidente de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, a [déclaré](#) que l'*American Data Privacy and Protection Act*, projet de loi fédéral sur la protection des données personnelles « ne garantit pas les mêmes

protections essentielles des consommateurs que les lois californiennes en vigueur » et que « les États doivent être autorisés à faire face aux changements rapides de la technologie ».

- Le 2 septembre, dans une procédure administrative interne de la FTC, un avocat de la FTC a déclaré que l'agence continuerait à poursuivre une action administrative contre Mark Zuckerberg concernant l'acquisition de Within Unlimited, qui développe une application de réalité virtuelle. La FTC a en outre demandé à son tribunal administratif interne de forcer Meta et Zuckerberg à demander l'approbation de la FTC avant de s'engager dans tout futur accord de fusion, alors qu'en vertu de la loi américaine sur les fusions, Meta n'est tenu qu'à un devoir d'information de la FTC et du *Department of Justice* pour les opérations d'une valeur inférieure à 101 M\$. Les plaidoiries auront lieu devant le juge administratif interne de la FTC le 19 janvier 2023.
- Le 2 septembre, Meta a rendu public son projet d'acquisition de Lofelt, une startup berlinoise dont la technologie vise à reproduire l'illusion du toucher dans la réalité virtuelle.
- Le 2 septembre, à Berlin, Qualcomm et Meta ont [annoncé](#) un accord pluriannuel de collaboration sur des versions sur-mesure de puces pour les casques de réalité virtuelle « Quest » de Meta. Les deux entreprises travaillaient ensemble sur des innovations de pointe en matière de réalité virtuelle depuis plus de sept ans. Cet accord vient formaliser cette relation.

Santé

12. Le rachat de GRAIL par Illumina autorisé par le juge de la FTC mais bloqué par la Commission Européenne

Le 1^{er} septembre 2022, le juge interne de la *Federal Trade Commission*, statuant sur l'opposition de la FTC au rachat de GRAIL par Illumina, a estimé l'opération conforme au droit de la concurrence.

La FTC a fait [appel](#) de cette décision le 2 septembre. L'affaire sera donc prochainement portée devant le collège des commissaires de la FTC. En cas de décision défavorable au rachat, Illumina et Grail pourront saisir les juridictions fédérales.

En mars 2020, la FTC avait engagé une procédure pour s'opposer au rachat pour 7,1Md\$ de GRAIL, plateforme de détection précoce du cancer, par Illumina, entreprise de biotechnologie spécialisée dans les solutions de séquençage de l'ADN et des micropuces à ADN. Illumina avait fondé GRAIL en 2016 avant de céder cette activité en 2017. Les motifs de la saisine ciblaient des enjeux de pratiques anti-concurrentielles : la FTC avait pointé le risque d'une diminution de l'innovation sur le marché des tests de détections du cancer et d'une augmentation des prix due à un accroissement du pouvoir de marché d'Illumina avec ce rachat.

En mai 2021, la FTC avait [transformé](#) sa procédure judiciaire (devant les tribunaux fédéraux) en procédure administrative (devant un juge interne de la FTC), suite à l'[autosaisine](#) de la Commission européenne le 19 avril 2021, qui avait suspendu la fusion. Illumina avait contesté cette intervention européenne, arguant l'incompétence de la Commission car GRAIL ne dispose pas de présence au sein de l'UE.

La *US Chamber* ne s'est pas encore prononcée sur ces différentes décisions, mais en septembre 2021, elle avait vivement [critiqué](#) l'intervention « kafkaïenne » de la FTC dans cette fusion verticale. En juillet 2022, l'affaire Illumina-GRAIL avait été utilisée comme exemple dans le [procès intenté](#) par la *US Chamber* contre la FTC pour manque de transparence et de responsabilité.

La Commission européenne s'est également [prononcée](#) le 6 septembre contre le rachat de GRAIL par Illumina bloquant ainsi l'opération. Les raisons invoquées sont celles d'un risque pour l'innovation et

une réduction de la diversité de l'offre sur le marché européen des tests sanguins de détection du cancer. La Commission européenne a jugé qu'il existait un risque pour les concurrents de GRAIL, dépendants également de la technologie de séquençage d'Illumina, d'être défavorisés. Illumina a indiqué [son intention](#) de faire appel de cette décision.

Brèves

- Le 5 septembre, Signify Health [a annoncé](#) son rachat par la société d'offre de soins [CVS Health](#) à hauteur de 8 Md\$. Signify Health est reconnue pour son réseau de professionnels de santé pour les soins à domicile ainsi que pour son expertise en évaluation des risques de santé et en organisation du parcours de soins. En mars 2022, la société [avait acheté](#) Caravan Health, société spécialisée dans l'organisation et le remboursement des programmes de soins *Value-based* (i.e. dont le prix est fondé sur le bénéfice réel du traitement). Par le rachat de Signify Health, CVS lance son activité de soins à domicile et entame sa transition vers une offre de soins fondée sur le modèle du *value-based care*. Amazon et UnitedHealth Group faisaient également parties des entreprises en lice pour l'achat.
- Le 7 septembre 2022, Walmart et UnitedHealth Group [ont annoncé](#) une collaboration qui débutera en 2023 et s'étendra sur 10 ans. Ce partenariat a pour but d'allier l'expertise professionnelle d'Optum, filiale de d'UnitedHealth Group, et la présence de nombreux centres de soins Walmart sur le territoire américain, pour améliorer l'offre de soins pour les bénéficiaires de Medicare.
- Le 6 septembre, le *Health and Human Services* [a annoncé](#) la signature d'un contrat de 20 M\$ avec [AmerisourceBergen](#) pour étendre et accélérer la distribution de vaccins et de traitements contre la variole du singe aux États-Unis. Le distributeur pharmaceutique AmerisourceBergen sera soutenu par le gouvernement fédéral pour accélérer la cadence des livraisons maritimes de vaccins et accroître le nombre de ports de déchargement du vaccin JYNNEOS produit par la société Bavarian Nordic.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.